

N. 83 — 1672 (83 — 1615)

26 JULI 1983. — Besluit van de Vlaamse Executieve tot vaststelling van de financiële bijdrage van de gehandicapten, geplaatst ten laste van het Fonds voor medische, sociale en pedagogische zorg voor gehandicapten. — Errata

Belgisch Staatsblad nr. 189, van 30 september 1983, in de Nederlandse tekst :

Bladzijde 12045, in artikel 2, § 1, tweede lid, lees « ... hoger zijn dan een bedrag gelijk aan twee derde... » in plaats van « ... hoger zijn dan twee derde... ».

Bladzijde 12045, in artikel 2, § 1, derde lid, lees « In geen geval mag een bedrag gelijk aan de maandbedragen... » in plaats van « In geen geval mogen de maandbedragen... ».

Bladzijde 12046, in artikel 2, § 2, lees « ... minstens 300 000 F vermeerderd met 30 000 F... » in plaats van « ... minstens 300 000 F + 30 000 F... ».

Bladzijde 12046, in artikel 5, § 1, tweede lid, lees « ... persoonlijke inkomsten of minstens één derde... » in plaats van « ... persoonlijke inkomsten. Hij behoudt minstens één derde... ».

Bladzijde 12046, in artikel 6, in de derde laatste regel, lees « ... inkomsten of minstens... » in plaats van « ... inkomsten en minstens... ».

Bladzijde 12046, in artikel 8, voorlaatste regel, lees « ... de verplichtingen op sociaal gebied opgelegd aan de zelfstandigen aan het indexcijfer... » in plaats van « ... de verplichtingen aan het indexcijfer... ».

TRADUCTION

F. 83 — 1672 (83 — 1615)

28 JUILLET 1983. — Arrêté de l'Exécutif flamand fixant l'intervention financière des handicapés placés à charge du Fonds de soins médico-socio-pédagogiques pour handicapés. — Errata

Moniteur belge n° 189, du 30 septembre 1983, dans le texte français à la page 12047 :

À l'article 2, § 1er, il y a lieu de lire « ... supérieures à un montant correspondant aux deux tiers... » au lieu de « ... supérieures aux deux tiers... ».

À l'article 2, § 1er, il y a lieu de lire « Un montant correspondant aux montants mensuels... » au lieu de « Les montants mensuels... » et de lire « ... ne peut en... » au lieu de « ... ne peuvent en... ».

À l'article 2, § 2, il y a lieu de lire « ... 300 000 F augmentés de 30 000 F... » au lieu de « ... 300 000 F + 30 000 F... ».

À l'article 5, § 1er, deuxième alinéa, il y a lieu de lire « ... par mois ou au moins un tiers de son revenu professionnel ou de son... » au lieu de « ... par mois. Il doit disposer d'au moins du tiers de son revenu professionnel de son... ».

À l'article 6, il y a lieu de lire « ... par mois ou au moins... » au lieu de « ... par mois, et d'au moins... ».

MINISTÈRE DE LA RÉGION WALLONNE

F. 83 — 1673

30 MARS 1983. — Arrêté ministériel relatif à l'organisation des services du Contentieux judiciaire du Ministère de la Région Wallonne (Tutelle et Relations extérieures)

Le Ministre de la Région Wallonne, chargé de la Tutelle et des Relations Extérieures,

Vu la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980;
Vu l'arrêté de l'Exécutif du 27 janvier 1982 portant règlement du fonctionnement de l'Exécutif Régional Wallon;

Vu l'arrêté de l'Exécutif du 12 mars 1982 fixant la répartition des compétences entre les Ministres, membres de l'Exécutif;

Vu la notification de la décision de l'Exécutif Régional Wallon en date du 7 janvier 1983 complémentaire à celle du 17 mars 1982,

Arrête :

Article 1er. La défense en justice des causes concernant les affaires intérieures (tutelle des communes, etc.), les relations extérieures et les travaux subsidiés (églises, routes, égouttages, etc.) du Ministère de la Région Wallonne est confiée à M. Roger Hotermans, portant le titre d'avocat du Ministère de la Région Wallonne pour la province de Liège (+ arrondissement de Marche-en-Famenne).

Art. 2. D'une manière générale, les attributions des avocats du Ministère de la Région Wallonne sont déterminées par les dispositions prévues aux articles 3 à 10 du présent arrêté.

Le Ministre conserve la faculté de confier des affaires litigieuses, dans des cas spéciaux, à un avocat autre que celui attitré conformément à l'article premier.

Si l'avocat doit se désister pour des raisons déontologiques, le Ministre peut désigner un des autres avocats attitrés.

Art. 3. Les avocats attitrés du Ministère de la Région Wallonne sont également chargés de la défense des problèmes contentieux pouvant survenir dans les services mêmes du Cabinet ministériel.

Ils peuvent, en outre, être consultés par le Ministre aussi souvent que celui-ci l'estime opportun.

Art. 4. Les avocats attitrés du Ministère de la Région Wallonne assurent la défense des affaires contentieuses jusqu'à leur terme, quel que soit le degré de juridiction auquel elles sont déferées, sauf lorsque l'intervention d'un avocat près la Cour de cassation est légalement requise, auquel cas le dossier est transmis à l'avocat de cassation désigné par le Ministre.

En cas de cassation du jugement ou l'arrêt, et renvoi par la Cour Suprême devant un autre Tribunal ou une autre Cour, le dossier est à nouveau confié à l'avocat qui le traitait auparavant.

Art. 5. Les avocats du Ministère de la Région Wallonne sont rémunérés par un abonnement annuel dont le montant est fixé pour chacun à 250 000 francs, payable par tranches trimestrielles.

Il est rattaché à l'index et varie à chaque augmentation ou diminution d'au moins 5 p.c. de l'index.

Le montant fixé est réduit de moitié à chaque année où le nombre de litiges ou de consultations confiés à un avocat est inférieur à cinq.

Art. 6. Les avocats du Ministère de la Région Wallonne sont indemnisés de leurs frais de déplacement d'après le tarif officiel de l'administration, lorsque leurs devoirs de service occasionnent un voyage en dehors de l'arrondissement judiciaire où est établi le siège de leur cabinet; le Ministre détermine, par assimilation, la classe du tarif dans laquelle ils sont rangés.

Art. 7. En cas d'insuffisance constatée de l'abonnement d'un avocat attitré, eu égard au nombre d'affaires dont il a eu à s'occuper, à leur importance et aux devoirs accomplis en l'occurrence, le Ministre peut, dans les limites des crédits budgétaires, et par convention particulière, lui allouer un supplément extraordinaire annuel d'honoraires.

Art. 8. Les avocats attitrés bénéficient, en plus de leur abonnement annuel, des indemnités de procédure, pour autant et dans la mesure qu'elles soient recouvrables à charge de la partie adverse.

Le décompte ne peut être fait que lorsqu'une affaire est définitivement terminée et après compensation éventuelle en cas de litige.

Les avocats attitrés sont chargés par le Ministre de recouvrer aux-mêmes à charge des parties succombantes lesdites indemnités.

Art. 9. La mission des avocats du Ministère de la Région Wallonne prend fin d'office le premier jour du mois suivant celui au cours duquel ils atteignent l'âge de 70 ans.

Art. 10. Les avocats du Ministère de la Région Wallonne ne sont point considérés comme des fonctionnaires faisant partie de l'administration générale dans le sens de la loi sur les pensions.

Art. 11. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 30 mars 1983.

Le Ministre de la Région Wallonne,
chargé de la Tutelle et des Relations extérieures,

A. DAMSEAUX

ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 83 — 1673

30. MÄRZ 1983. — Ministerialerlass zur Gestaltung der Dienststellen für gerichtliche Streitfragen des Ministeriums der Wallonischen Region (Aufsicht und Auslandsbeziehungen)

Aufgrund des Sondergesetzes vom 8. August 1980 zur Reform der Institutionen;

Aufgrund des Erlasses der Exekutive vom 27. Januar 1982 zur Regelung der Arbeitsweise der Wallonischen Regionalexekutive;

Aufgrund des Erlasses der Exekutive vom 12. März 1982 zur Festlegung der Verteilung der Zuständigkeiten unter die Minister, die Mitglieder der Exekutive sind;

Aufgrund der Notifizierung der Entscheidung der Wallonischen Regionalexekutive am 7. Januar 1983 zusätzlich zu derjenigen vom 17. März 1982,

Beschliesst der mit der Aufsicht und den Auslandsbeziehungen beauftragte Minister der Wallonischen Region :

Artikel 1. Die Verteidigung vor Gericht von Rechtssachen in Bezug auf innenpolitische Angelegenheiten (Aufsicht über die Gemeinden, usw.), Auslandsbeziehungen und subventionierte Arbeiten (Kirchen, Strassen, Entwässerung, usw.) des Ministeriums der Wallonischen Region wird dem Herrn Roger Hotermans in der Eigenschaft als Rechtsanwalt des Ministeriums der Wallonischen Region für die Provinz Lüttich (+ Bezirk Marche-en-Famenne) übertragen.

Art. 2. Die Zuständigkeiten der Rechtsanwälte des Ministeriums der Wallonischen Region werden im allgemeinen durch die in den Artikeln 3 bis 10 dieses Erlasses vorgesehenen Bestimmungen festgelegt.

Der Minister behält sich das Recht vor, in Sonderfällen Streit-sachen einem anderen als dem gemäss Artikel 1 bestellten Rechts-anwalt anzuvertrauen.

Wenn der Rechtsanwalt aus Gründen der Pflichtlehre auf einen Fall verzichten muss, kann der Minister einen der anderen amt-lich bestellten Anwälte ernennen.

Art. 3. Die amtlich bestellten Anwälte des Ministeriums der Wallonischen Region werden ebenfalls mit der Verteidigung von Streitfragen, welche in den Dienststellen des Kabinetts des Mi-nisters selbst auftreten können, beauftragt.

Sie können ausserdem vom Minister zu Rate gezogen werden so oft er dies für angebracht hält.

Art. 4. Die bestellten Rechtsanwälte des Ministeriums der Wal-lonischen Region müssen die Verteidigung der ihnen anvertrauten Streitfragen bis zum Schluss wahrnehmen, welches auch die Instanz ist, vor der sie gebracht werden, ausser wenn die Ein-schaltung eines Rechtsanwaltes beim Kassationshof gesetzlich vorgeschrieben ist; in diesem Fall, wird die Akte dem vom Minister ernannten Kassationsanwalt übertragen.

Im Falle der Revision des Urteils oder des Beschlusses, und der Verweisung, durch den obersten Gerichtshof, an ein anderes Gericht bzw. an einen anderen Gerichtshof, wird die Akte dem ursprünglich damit beauftragten Rechtsanwalt erneut anvertraut.

Art. 5. Die Rechtsanwälte des Ministeriums der Wallonischen Region werden durch ein jährliches Honorar in Höhe von 250 000 F. pro Anwalt, zahlbar in dreimonatlichen Raten, ent-lohnt.

Es wird an den Preisindex gebunden und schwankt mit jeder Indexerhöhung bzw. -senkung, die mindestens 5 Pct. des Indexes beträgt.

Der festgelegte Betrag wird um die Hälfte reduziert für jedes Jahr, während dem die Anzahl der einem Rechtsanwalt anver-trauten Streitfälle oder Beratungen unter fünf geblieben ist.

Art. 6. Die Reisekosten der Rechtsanwälte des Ministeriums der Wallonischen Region werden nach den verwaltungsüblichen Gebühren zurückerstattet, wenn sie aus Dienstgründen ausserhalb des Gerichtsbezirks, wo der Sitz ihrer Kanzlei liegt, reisen müssen; der Minister legt, durch Gleichstellung, die Gebührenordnung, in der sie eingeteilt werden, fest.

Art. 7. Sollte das Honorar eines amtlich bestellten Anwaltes unzureichend sein, in Anbetracht der zahlreichen Fälle, die ihm anvertraut werden, sowie deren Bedeutung und der diesbezüglich erfüllten Pflichten, kann der Minister, im Rahmen der Haushalts-kredite, und laut Sonderabkommen, ihm einen jährlichen ausser-ordentlichen Honorarzuschlag gewähren.

Art. 8. Die bestellten Rechtsanwälte beziehen, zuzüglich ihres jährlichen Honorars, Verfahrensvergütungen, insofern und in dem Masse wie sie zu Lasten der Gegenpartei eintreibbar sind.

Die Abrechnung kann erst nach Abschluss eines Falles und nach eventuellem Ausgleich im Streitfalle vorgenommen werden.

Die bestellten Rechtsanwälte werden vom Minister beauftragt, besagte Vergütungen zu Lasten der verlierenden Partei selber beizutreiben.

Art. 9. Der Auftrag der Rechtsanwälte des Ministeriums der Wallonischen Region nimmt von Amts wegen ein Ende am ersten Tag des Monats der demjenigen im Laufe dessen sie das 70. Lebensjahr erreicht haben, folgt.

Art. 10. Die Rechtsanwälte des Ministeriums der Wallonischen Region werden nicht als Beamte angesehen, die der allgemeinen Verwaltung im Sinne des Gesetzes über die Pensionen angehören.

Art. 11. Dieser Erlass tritt am Tage seiner Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt* in Kraft.

Brüssel, den 30. März 1983.

Minister der Wallonischen Region,
beauftragt mit der Aufsicht und den Auslandsbeziehungen,

A. DAMSEAUX

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 83 — 1873

30 MAART 1983. — Ministerieel besluit houdende organisatie van de dienst « Juridische Geschillen » van het Ministerie van het Waalse Gewest (Toezicht en Buitenlandse Betrekkingen)

De Minister van het Waalse Gewest belast met het Toezicht en de Buitenlandse Betrekkingen,

Gelet op de bijzondere wet tot hervorming der instellingen van 8 augustus 1980;

Gelet op het besluit van de Executieve van 27 januari 1982 houdende regeling van de werking van de Waalse Gewestexecutieve;

Gelet op het besluit van de Executieve van 12 maart 1982 houdende verdeling van de bevoegdheden onder de Ministers, leden van de Executieve;

Gelet op de kennisgeving van de beslissing van de Waalse Gewestexecutieve op 7 januari 1983 ter aanvulling van die van 17 maart 1982,

Besluit :

Artikel 1. De verdediging in rechte van zaken betreffende de binnenlandse aangelegenheden (toezicht op de gemeenten, enz.), de buitenlandse betrekkingen en de gesubsidieerde werken (kerken, wegen, riolering, enz.) van het Ministerie van het Waalse Gewest wordt aan de heer Roger Hotermans toevertrouwd die de titel van advocaat van het Ministerie van het Waalse Gewest voor de provincie Luik (+ het arrondissement Marche-en-Famenne) voert.

Art. 2. De bevoegdheden van de advocaten van het Ministerie van het Waalse Gewest worden algemeen vastgelegd in artikelen 3 tot 10 van het onderhavige besluit.

De Minister behoudt in bijzondere gevallen de mogelijkheid betwiste zaken aan een andere advocaat toe te vertrouwen dan die welke overeenkomstig artikel één is aangesteld.

Indien de advocaat zich om deontologische redenen moet terugtrekken kan de Minister één van de andere aangestelde advocaten aanwijzen.

Art. 3. De aangestelde advocaten van het Ministerie van het Waalse Gewest worden eveneens ermee belast van de verdediging op zich te nemen wanneer geschillen in de diensten zelf van het ministerieel kabinet wijzen.

Bovendien, kunnen zij door de Minister geraadpleegd worden telkens hij dit nodig acht.

Art. 4. De aangestelde advocaten van het Ministerie van het Waalse Gewest verzorgen de verdediging van de betwiste zaken tot de afhandeling ervan wat de graad van het rechtscollege ook is waarnaar ze verwezen worden, behalve wanneer het optreden van een advocaat bij het Hof van Cassatie wettelijk vereist is; in dat geval wordt het dossier overgezonden aan de door de Minister aangewezen cassatieadvocaat.

Wanneer het vonnis of het arrest verbroken wordt in de zaak door het Opperste Gerechtshof naar een andere rechtbank of hof verwezen wordt, wordt het dossier opnieuw toevertrouwd aan de advocaat die het eerst behandelde.

Art. 5. De advocaten van het Ministerie van het Waalse Gewest worden bezoldigd op basis van een jaarlijks abonnement dat voor elk 250 000 F bedraagt; het bedrag wordt per driemaandelijkse stortingen uitbetaald.

Het wordt gekoppeld aan het indexcijfer en wordt aangepast bij elke stijging of daling van minstens 5 pct. van het indexcijfer.

Het vastgelegde bedrag wordt met de helft verminderd voor elk jaar waarin het aantal aan de advocaat toevertrouwde geschillen of gevraagde raadplegingen minder dan vijf bedraagt.

Art. 6. De advocaten van het Ministerie van het Waalse Gewest worden volgens het officiële tarief van de overheidsdiensten voor hun reiskosten vergoed wanneer zij zich voor de behandeling van een zaak buiten het gerechtelijk arrondissement moeten verplaatsen waar hun kantoor gevestigd is; de minister bepaalt op basis van gelijkstelling de tariefklasse waarin ze worden gerangschikt.

Art. 7. Wanneer wordt vastgesteld dat het abonnement van een aangestelde advocaat ontoereikend is, rekening houdend met het aantal zaken die hij heeft moeten behandelen, de belangrijkheid ervan en de verleende diensten, kan de Minister hem, binnen de perken van de begrotingskredieten in een bijzondere overeenkomst, een buitengewone jaarlijkse toeslag bij zijn honorarium toekennen.

Art. 8. De aangestelde advocaten ontvangen naast hun jaarlijks abonnement procedurevergoedingen voor zover ze van de tegenpartij teruggevorderd kunnen worden.

De afrekening mag slechts gemaakt worden wanneer een zaak definitief beëindigd is en na eventuele compensatie in geval van geschil.

De aangestelde advocaten worden door de Minister belast zelf die vergoedingen van de verliezende partijen terug te vorderen.

Art. 9. De opdracht van de advocaten van het Ministerie van het Waalse Gewest eindigt ambtshalve de eerste dag van de maand die volgt op die waarin zij de leeftijd van 70 jaar bereiken.

Art. 10. De advocaten van het Ministerie van het Waalse Gewest worden niet als ambtenaren van het algemeen bestuur beschouwd in de zin van de wet op de pensioenen.

Art. 11. Dit besluit treedt in werking de dag dat het in het Belgisch Staatsblad is bekendgemaakt.

Brussel, 30 maart 1983.

De Minister van het Waalse Gewest,
belast met het Toezicht en de Buitenlandse Betrekkingen,

A. DAMSEAUX

AUTRES ARRÊTÉS

MINISTÈRE DE LA JUSTICE

Ordre judiciaire

Par arrêté ministériel du 29 septembre 1983, M. Wachelaer, J., rédacteur au greffe du tribunal de première instance de Gand, est délégué temporairement aux fonctions de commis-greffier à ce tribunal.

ANDERE BESLUITEN

MINISTERIE VAN JUSTITIE

Rechterlijke Orde

Bij ministerieel besluit van 29 september 1983, is aan de heer Wachelaer, J., opsteller bij de griffie van de rechtbank van eerste aanleg te Gent, opdracht gegeven om tijdelijk het ambt van klerk-griffier bij die rechtbank te vervullen.